

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TBT/W/84**

9 septembre 1998

(98-3441)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

## **ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LE FONCTIONNEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DES PROCÉDURES DE NOTIFICATION AU TITRE DES ARTICLES 2, 3, 5 ET 7**

### Contribution de la Thaïlande

1. Comme il est indiqué aux paragraphes 8 et 9 du premier Examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (G/TBT/5), le Comité OTC examine les problèmes rencontrés par les pays en développement Membres dans la mise en œuvre des dispositions relatives aux obligations de notification et fournit, le cas échéant, une assistance technique. Le présent document rend compte de l'expérience de la Thaïlande concernant le fonctionnement et la mise en œuvre des procédures de notification au titre des articles 2 et 5, et sera soumis au Comité pour examen.

2. La Thaïlande respecte et a pleinement l'intention de remplir les obligations prévues au titre de l'Accord OTC, y compris les dispositions relatives aux notifications. C'est ce que confirme explicitement le document G/TBT/2/Add.38 qui indique que le gouvernement a pris des mesures pour mettre en place un système de notification visant à garantir que les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité projetés, ou les modifications qui y sont apportées, sont notifiés au titre de l'Accord, et à imposer la transparence.

3. L'Institut thaïlandais de normalisation industrielle (TISI), qui est un organisme national à activité normative et membre de l'ISO et de la CEI où il représente la Thaïlande, a été désigné comme l'instance du gouvernement central chargée de l'application, au niveau national, des dispositions relatives aux procédures de notification prévues au titre de cet accord. En application de ces dispositions, les ministères et les organes réglementaires responsables de la mise en œuvre et de l'administration des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité ont été informés de leurs obligations au titre de l'Accord OTC. En outre, un Comité national composé de représentants d'organisations compétentes a été formé en vue de veiller à la mise en œuvre et à l'administration de l'Accord.

### **DIFFICULTÉS ET PROBLÈMES PARTICULIERS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE NOTIFICATION**

4. Un certain nombre de difficultés et de problèmes ont été rencontrés à propos de la mise en œuvre des procédures de notification, qui pourraient un jour entraîner un retard involontaire de notification. Les problèmes peuvent être résumés comme suit:

A. AMBIGUÏTÉS DU TEXTE DE L'ACCORD OTC

5. Le texte de l'Accord contient certaines ambiguïtés qui ont besoin d'être ultérieurement clarifiées, par exemple l'article 2.9 dispose que:

"Chaque fois qu'il n'existera pas de norme internationale pertinente, ou que la teneur technique d'un règlement technique projeté ne sera pas conforme à celle des normes internationales pertinentes, et si le règlement technique peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, les Membres:

2.9.1 feront paraître dans une publication ...

2.9.2 notifieront aux autres Membres ... "

En conséquence, dans les cas où la teneur technique d'un règlement technique projeté est conforme à celle des normes internationales pertinentes mais pourrait, d'une manière ou d'une autre, avoir un effet sur le commerce d'autres Membres, on ne voit pas clairement si le règlement technique projeté doit être notifié. Si ce n'est pas le cas, l'objectif de transparence de l'Accord OTC pourrait n'être pas atteint.

B. DÉLAI DE NOTIFICATION

6. Les organes réglementaires ont pour tâche d'informer l'instance de notification dès que le texte d'un règlement technique projeté ou amendé est définitivement établi. Or, il arrive souvent que, au moment où le règlement technique est enfin notifié au Secrétariat de l'OMC, il a déjà été adopté ou est déjà entré en vigueur. Quand des observations sont communiquées, celles-ci sont néanmoins prises en compte et, si elles se justifient, des modifications peuvent être apportées aux règlements visés. La Thaïlande est bien consciente de cet obstacle et diverses mesures sont actuellement envisagées pour minimiser ce problème.

C. INCOMPATIBILITÉ DE LA PÉRIODE DE TRAVAIL DES ORGANISMES IMPLIQUÉS DANS LES PROCÉDURES DE NOTIFICATION

7. Comme la période de 60 jours ménagée pour les observations part du jour où l'instance chargée de la notification annonce le projet de règlement au public, le laps de temps réellement disponible pour faire connaître des observations après diffusion dans le cadre de l'OMC est souvent beaucoup plus court que les 60 jours indiqués.

D. DOCUMENTATION

8. Il arrive souvent aussi que des difficultés surviennent car la documentation concernant les règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité notifiés n'est pas toujours disponible dans l'une ou l'autre des langues de travail courantes de l'OMC, ce qui cause d'ultérieurs problèmes de traduction.

E. DISTRIBUTION DE LA DOCUMENTATION PENDANT LA PÉRIODE RÉSERVÉE AUX OBSERVATIONS

9. La documentation pertinente est parfois distribuée au-delà de la date-butoir de la période réservée aux observations et, bien que des demandes de prolongation soient parfois adressées aux pays Membres notifiants, un tel report ne peut être concédé en raison de contraintes législatives.

F. PROPOSITIONS OU SUGGESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS

- La description de la teneur des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité notifiés devrait être présentée de manière schématique, ce qui permettrait aux autres Membres de l'examiner en l'absence de documentation.
  - La coopération et la coordination entre les points d'information nationaux ont besoin d'être renforcées.
  - Il faudrait organiser périodiquement des séminaires sur le fonctionnement et la mise en œuvre de l'Accord OTC.
-